

"Bruxelles-Capitale est la plus avancée des trois Régions en matière de numérique responsable"

Libre ECO

Depuis octobre 2020, la Belgique est pourvue d'un Institut Belge du Numérique Responsable (INR). Cette ASBL fédère entreprises et organisations dans tout le pays autour de la thématique.

C'est en France fin 2018 qu'apparaît le premier Institut du Numérique Responsable, à l'initiative d'entités diverses allant de la SNCF à Engie en passant par la banque Société Générale ou Pôle Emploi (équivalent français d'Actiris ou du Forem). Une structure qui enthousiasme immédiatement Olivier Vergeynst, fondateur de la société belge de consultance Green IT : "Nos services n'étaient sollicités que par une poignée de grandes entreprises qui en avaient les moyens, ce qui limitait notre capacité d'action. Alors quand j'ai entendu parler de l'INR français, j'ai réalisé que c'était ce type de structure non lucrative, regroupant grandes entreprises, PME, pouvoirs publics, universités... qui manquait à la Belgique".

"Une référence en Belgique"

L'Institut Belge du Numérique Responsable est créé en octobre 2020 avec six premiers membres, dont la banque Belfius. Il regroupe aujourd'hui 51 organisations de tous types, comme la STIB, in BW (intercommunale du Brabant wallon) ou encore la Croix-Rouge de Belgique. L'INR permet des collaborations entre les différents membres, organise des formations pour sa communauté, des conférences de sensibilisation grand public et dans les universités. L'ASBL crée également des guides dédiés aux achats numériques responsables, à l'éco-conception de services numériques ou à la gestion de l'IT en entreprise, ainsi que des MOOC (formations en ligne) accessibles à tous. En 2021, la structure a également lancé son propre outil gratuit de mesure de l'empreinte carbone des systèmes IT d'organisations, co-conçu avec l'UCLouvain et La Rochelle Université (France). Appelé "WeNR", il a déjà permis à 75 entités, dont 10 en Belgique, d'évaluer leur empreinte carbone et leur gestion du numérique responsable.

"Toutes ces actions n'existaient pas avant dans le pays, pointe Olivier Vergeynst. On avait plutôt affaire à des cabinets de consultance aux services onéreux et non ciblés sur le numérique, qui traitaient surtout d'autres sujets comme les bâtiments, les voitures, les chaînes de production... C'est pourquoi nous commençons à devenir une référence en Belgique".

A noter que l'INR travaille de concert avec Digital Wallonia, à l'origine du programme IT4Green & Green4IT. La Wallonie est aussi le siège de l'initiative Green Deal Achats Circulaires, également développée en Flandre, où elle est complétée par le programme appelé Fair ICT Flanders.

Bruxelles-Capitale en avance

En outre, pour le directeur de l'INR, Bruxelles-Capitale est à ce jour la plus avancée des trois Régions en matière de numérique responsable. "A l'initiative du ministre Bernard Clerfayt (Défi) notamment, le Centre d'Informatique pour la Région Bruxelloise (CIRB), a lancé un plan sur trois ans en partenariat avec notre association, poursuit le directeur de l'INR. L'objectif est d'implémenter le numérique responsable dans plusieurs administrations dans un premier temps, puis dans un second temps dans les entreprises de la Région, en insistant sur l'avantage compétitif que représente une offre de services davantage responsables". L'Institut espère bien accompagner le même type de plan en Flandre et en Wallonie.

En 2022, l'INR français est un peu plus mature avec 105 membres et le soutien du gouvernement et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). Il existe également une version de l'INR en Suisse qui compte une quinzaine de membres. Pour Olivier Vergeynst, il n'existe pas d'autre structure équivalente en Europe : "Nous avons en Belgique l'une des rares organisations d'Europe dédiée au numérique responsable, dont les membres utilisent l'IT (technologies de l'information, NdIR) mais ne sont pas forcément dans le business de l'IT. Dans les autres pays, les membres d'organisations consacrées au numérique vendent des serveurs, des data centers... Et donc il y a un risque de green washing, ce qui n'est pas le cas dans l'Institut Belge du Numérique Responsable."